

CONDITIONS GENERALES APPLICABLES A L'ACHAT EN LIGNE DE PRESTATIONS

Les présentes conditions générales s'appliquent à tous les contrats conclus entre EASYSWISSINVEST CRECCO (ci-après le mandataire) et ses mandants, sauf accord écrit exprès ou disposition impérative contraire de la loi.

1. Etendue et exécution du mandat

Le mandat détermine l'étendue des prestations que doit fournir le mandataire.

Le mandat peut être conclu oralement ou par écrit. S'il est conclu par oral, le mandat est réputé inclure les prestations et autorisations habituelles pour un mandat de ce type selon les usages de la profession dans le canton de Genève.

Le mandat est exécuté selon les principes conformes à l'exercice de la profession.

Le mandataire considère comme exacts les faits mentionnés par le mandant, en particulier les chiffres indiqués, pour autant qu'il ne puisse constater d'irrégularités manifestes.

La vérification de l'exactitude, de l'exhaustivité et de la régularité des documents et chiffres remis, notamment de la comptabilité et du bilan, ne fait partie du mandat que s'il en a été convenu par écrit

2. Devoir de garder le secret

Le mandataire est tenu de garder le secret sur tous les faits qui parviennent à sa connaissance dans l'exécution de son mandat, à moins que le mandant ne le libère de cette obligation. Le devoir de discrétion subsiste après la fin du contrat.

Le mandant autorise expressément le mandataire à délier du secret professionnel les autorités bancaires, fiscales et administratives.

3. Collaboration de tiers

Pour exécuter le mandat, le mandataire peut faire appel à des collaborateurs, à des tiers compétents ainsi qu'à des entreprises (droit de substitution).

Les tiers sont également soumis à l'obligation de garder le secret

4. Responsabilité

Le mandataire répond de ses propres actes ainsi que de ceux de ses collaborateurs.

La responsabilité du mandataire est soumise, d'une manière générale, aux mêmes règles que celle du travailleur dans les rapports de travail (art. 398 al. I CO).

Il est toutefois expressément spécifié que, lorsque le mandant subit un préjudice de fortune en raison d'une faute professionnelle commise par le mandataire, la responsabilité civile du mandataire est limitée (plafonnée) au montant des honoraires facturés par lui pour l'exécution de la prestation qui est directement à l'origine du préjudice de fortune.

5. Obligations du mandant

Le mandant est tenu de collaborer dans la mesure où l'exécution correcte du mandat l'exige. Il est en particulier tenu de mettre spontanément et en temps utile à disposition du mandataire toutes les pièces et informations concernant tous les faits et circonstances pouvant revêtir de l'importance pour l'exécution du mandat.

Le mandant est tenu de s'abstenir de tout ce qui pourrait porter atteinte à l'indépendance du mandataire.

6. Calcul et paiement des honoraires

Le prix de la déclaration d'impôt est composé comme suit :

Tarif de base

100.- pour les célibataires, divorcés et séparés

140.- pour les couples mariés et les partenaires enregistrés

Compléments qui se rajoutent aux tarifs de base

30.- pour le premier compte bancaire, 5.- à partir du deuxième.

50.- par bien immobilier

100.- pour tous conseils

Les conseils sont facturés par prestation d'une heure. Si le conseil dure moins d'une heure il sera facture entièrement.

Les frais usuels de ports, de copies et de télécommunications sont inclus dans le tarif.

Paiement

Le prix de la déclaration d'impôt devra être acquitté soit par le biais du site internet au moment de la commande soit dans le 15 jours qui suit la réception de la facture.

La mandant se réserve le droit d'appliquer des frais de rappel de 50.- à partir du 1^{er} jour et de poursuivre la personne physique moyennant une action en justice.

8. Conservation et restitution des résultats du travail et des dossiers

Le mandataire est tenu de conserver les pièces conformément aux dispositions légales en la matière. Cette obligation s'éteint toutefois avant l'expiration de ce délai si le mandataire a prié par écrit le mandant de récupérer les pièces et que le mandant ne s'est pas exécuté dans les six mois après la demande.



Font partie des pièces tous les documents que le mandataire a reçus du mandant et pour le mandant tous les documents ou rapports réalisés.

Les documents de travail et copies de pièces établies pour son propre usage par le mandataire dans le cadre de l'exécution du mandat lui appartiennent et ne sont pas restituées au mandant.

9. Droit applicable

Le mandat est soumis au droit suisse et à la compétence des tribunaux du domicile du mandataire. Valais le, 12.02.2022